

<http://www.snetap-fsu.fr/Structure-a-la-rentree-2009-Un.html>



Structure à la rentrée 2009 : Un bilan sur fond de guerre scolaire réouverte

- Les Dossiers - Carte scolaire - Archives Structures - Structures Rentrée 2009 -

Date de mise en ligne : vendredi 25 septembre 2009

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Analyse du SNETAP

- Le vote par les parlementaires du Budget 2009 nous permettait déjà de prévoir cette saignée et c'est d'ailleurs ce qui avait conduit à des mobilisations inédites des personnels durant toute l'année scolaire 2008-2009. Ainsi, ont ils réussi par leurs actions à en limiter les effets, en contraignant au printemps dernier le Ministre Michel BARNIER de rétablir 132 emplois de contractuels et son successeur Bruno LEMAIRE par les blocages des centres d'examen de remettre 60 etp à la rentrée.
- Alors que leurs effectifs ne justifient en rien leur suppressions, de nouveau les classes de 4ème et 3ème du service public perdent 14 classes (10 de 4ème et 4 de 3ème) pour seulement 9 classes pour l'ensemble des fédérations de l'enseignement privé.
- Les effets de la réforme de la voie professionnelle se sont limités à la suppression de l'équivalent de deux classes pour l'EAP. Les MFR suppriment 13 BEPA 1ère année. Cependant, ceux-ci seront pour partie compensés par des ouvertures à la rentrée 2010 de classes 1ère professionnelle puis de classe de terminale dans des établissements où les classes de BEPA étaient « orphelines » ou ne débouchant pas sur du bac professionnel.
- Le Baccalauréat STAV et le Baccalauréat professionnel CGEA par des regroupements d'option et suppressions de classes sont amputés de l'équivalent de dix sept classes pour le seul service public, fruits là encore des réductions d'emplois pour l'essentiel des décisions. Or, les effectifs important que connaissent cette année les classes de seconde, sont susceptibles de mettre en tension dès la rentrée prochaine les classes de première et notamment de 1ère professionnelle du service public.
- Les classes de BTSA paient aussi un lourd tribut à la politique de suppressions d'emplois du service public puisque près de 10 classes ou équivalent sont supprimées. Il est à noter que les effectifs sont en augmentation à cette rentrée notamment en BTSA « ACSE » mais cela suffira t-il pour convaincre les parlementaires de leur irresponsabilité politique dans les suppressions dogmatiques d'emplois.
- Le fait régional est aussi très présent dans ce bilan, les suppressions des capacités d'accueil visent notamment les régions Bourgogne, Champagne-Ardenne Midi-Pyrénées -avec respectivement -4,75 classes ; -4 classes et -6,75 classes- régions où le service public scolarise encore majoritairement les élèves de l'Enseignement Agricole. Les régions Picardie et Poitou Charente connaisse aussi la suppression de plus de 4 classes dans le service public alors que le rapport de force public privé y est déjà très défavorable.
- Evidemment, ce bilan ne peut faire l'impasse de ceux qui ont précédé depuis 2003. Le service public n'a cessé de perdre de ses capacités d'accueils depuis et c'est près de 300 classes au total dont il a été amputé. Ainsi la part des élèves qu'il scolarise est passé de 40% à 37% au niveau national et elle est descendue en dessous de 20% dans la région Bretagne et de 25% dans le Nord Pas de Calais. <dl class='spip_document_1392 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;'>



Evolutions des structures rentrée 2009 Document récapitulant toutes les évolutions des structures à la rentrée 2009 et conçu par la DGER

- Fort de ces points de repère le SNETAP-FSU ne peut interpréter la suppression de 221 nouveaux emplois d'enseignant -dont on ne sait faute d'avoir pu obtenir cette explication du Ministre - et de 3 emplois d'administratif sur le projet de budget 2010, que par la poursuite de l'action contre une guerre scolaire déjà largement ouverte contre le service public depuis le retour de la droite aux affaires.

Structure à la rentrée 2009 : Un bilan sur fond de guerre scolaire réouverte

- Les personnels dans les mobilisations qu'ils préparent, avec un premier rendez vous dès le 10 novembre, à l'occasion des conclusions par le Ministre des Assises pour l'EAP, entendent ne pas en rester à ce niveau de bilan les plus calamiteux que l'enseignement agricole public n'ait connu.